ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC **ÉFAI – 010718 – EUR 62/017/01AU 285/01**

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idéesni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

OUZBÉKISTAN **Youssouf Djoumaïev, poète**

Londres, le 7 novembre 2001

Le poète ouzbek Youssouf Djoumaïev, membre du mouvement d'opposition laïc interdit *Birlik* (L'Unité), a été arrêté le 23 octobre. D'après les informations recueillies, il a été torturé tandis qu'il était détenu au sous-sol du centre de détention du Service de la sécurité nationale (SSN), dans la ville de Boukhara.

Père de six enfants, Youssouf Djoumaïev a été appréhendé par des membres de la direction régionale du SSN à 7 h 30 du matin. Ils ont fouillé son domicile et auraient confisqué ses poèmes, ceux de sa fille et des ouvrages d'écrivains ouzbeks. Il semble que les agents du SSN lui aient déclaré que son arrestation était liée à la publication de ses poèmes sur un site web musulman, que les autorités considèrent apparemment comme subversif. Sur la base de ces allégations, Youssouf Djoumaïev aurait été inculpé d'*« atteinte à l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan »*.

Les représentants de plusieurs organisations indépendantes de défense des droits humains pensent qu'il a été appréhendé pour avoir ouvertement critiqué des responsables du district de Karakul, situé dans la région de Boukhara, où il résidait auparavant, et accusé certains d'entre eux de corruption. D'après les informations recueillies, des membres des services de police et du parquet locaux l'avaient averti de ne pas *« se mêler des affaires des autres ».*

Ces dernières années, un certain nombre de personnes sont mortes en détention dans des circonstances suspectes en Ouzbékistan. Ainsi, Chovrouk Rouzimouradov – dirigeant de *Birlik* dans la région de Kachka-Daria, située dans le sud du pays, au début des années 90 et responsable régional de l'Association des droits humains d'Ouzbékistan, une organisation non gouvernementale (ONG) – est mort en détention cette année, apparemment des suites de torture.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le régime ouzbek a pris prétexte d'un certain nombre de violences, en particulier de la série d'attentats à l'explosif ayant eu lieu en février 1999 dans la capitale, Tachkent, pour mener une campagne de répression contre les individus et les groupes considérés comme une menace pour l'autorité du gouvernement et la stabilité du pays. Au nombre des personnes qui auraient été arrêtées et, semble-t-il, soumises à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements figurent des membres et des sympathisants présumés des mouvements d'opposition laïcs interdits *Erk* (Liberté) et *Birlik*, des sympathisants supposés de mouvements d'opposition islamiques interdits, comme *Hizb-ut-Tahrir* (Parti de la libération), ainsi que des membres de leur famille, et des observateurs indépendants chargés de veiller au respect des droits humains. Des milliers de musulmans pratiquants et des dizaines de membres ou de sympathisants d'*Erk* et de *Birlik* – reconnus coupables au terme de procès iniques d'appartenance à un parti illégal, de diffusion de publications religieuses illégales et d'activités antiétatiques – purgent actuellement de lourdes peines d'emprisonnement.

Birlik fut le premier et le principal mouvement d'opposition créé en Ouzbékistan après que le pays eut acquis son indépendance en 1991. Il a été officiellement reconnu en tant que mouvement la même année, mais n'a pu obtenir le statut de parti politique. À la suite d'une campagne de répression menée contre les opposants au gouvernement en 1992, *Birlik* a été interdit.

Amnesty International craint fort que les autorités ouzbèkes ne tirent parti de la *« lutte internationale contre le terrorisme »* pour durcir leur politique de répression contre l'opposition, en bénéficiant d'une impunité plus grande que jamais. L'Ouzbékistan, qui est un pays frontalier de l'Afghanistan, est un des principaux alliés de la coalition dirigée par les États-Unis dans la région. Au moins 1 000 membres des forces terrestres américaines sont stationnés dans la base militaire de Khanabad, dans le sud du pays.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en ouzbek, en russe, en anglais ou dans votre propre langue) **:**

– dites-vous préoccupé par les allégations selon lesquelles Youssouf Djoumaïev a été torturé dans le centre de détention du Service de la sécurité nationale (SSN) de Boukhara, après avoir été arrêté le 23 octobre ;
– exhortez les autorités à garantir sa sécurité et à ouvrir dans les plus brefs délais une enquête impartiale sur ces allégations de torture, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à traduire en justice les responsables présumés ;
– déclarez-vous inquiet au vu des informations indiquant que Youssouf Djoumaïev a été appréhendé uniquement pour avoir exercé sans violence son droit à la liberté d'expression, tel qu'il est garanti par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'Ouzbékistan est partie ;
– déclarez-vous préoccupé par les allégations selon lesquelles les poursuites judiciaires dont il fait l'objet ont été engagées à son encontre uniquement parce qu'il a exercé son droit fondamental à la liberté d'expression, et soulignez que si tel était le cas, Amnesty International considèrerait cet homme comme un prisonnier d'opinion devant être libéré immédiatement et sans condition.

APPELS À :

Remarque : il peut s'avérer difficile d'obtenir les lignes de fax. Si un correspondant vous répond pendant les heures de bureau, répétez le mot *« fax »* jusqu'à ce que vous soyez connecté à un télécopieur. Il est possible que les télécopieurs soient éteints en dehors des heures de bureau (il faut ajouter cinq heures à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale).

Président de l'Ouzbékistan, Islam Abdouganievitch Karimov :
700163 g. Tashkent
ul. Uzbekistanskaya, 43
Rezidentsia prezidenta
Prezidentu Respubliki Uzbekistan KARIMOVU I.A.
Ouzbékistan
Fax : + 998 71 - 2 89 00 46 (Indiquez en haut de votre fax : *« Tel.: 139 53 75; 139 82 60; 139 59 29; Prezidentu Respubliki Uzbekistan KARIMOVU I.A. »)*
Télégrammes : Prezidentu Karimovu, 700163 Tashkent, Ouzbékistan
Courriers électroniques : uzinfo@uzinfo.gov.uz (Si votre courrier électronique vous revient, veuillez l'envoyer par fax.)
Formule d'appel : *Dear President Karimov,* / Monsieur le Président de la République,

Ministre des Affaires étrangères, Abdoulaziz Khafizovitch Komilov :
700029 g. Tashkent
pl. Mustakillik, 5
Ministerstvo inostrannykh del Respubliki Uzbekistan
Ministru KOMILOVU A. Kh.
Ouzbékistan
Télégrammes : Ministru inostrannykh del, 700029 Tashkent, Ouzbékistan
Fax: + 998 71 139 15 17
Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

Procureur général d'Ouzbékistan, Rachidjon Hamidovitch Kodirov :
700047 g. Tashkent
ul.Gulyamova, 66
Prokuratura Respubliki Uzbekistan
Generalnomu prokuroru, KODIROVU R. Kh.
Ouzbékistan
Télégrammes : Generalnomu prokuroru, 700047 Tashkent, Ouzbékistan
Fax: + 998 71 133 99 36
Formule d'appel : *Dear Procurator General,* / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Directeur du Service de la sécurité nationale (SSN), Roustam Inoïatov :**g. Tashkent, ul. Novruz, 1**
Natsionalnaya sluzhba bezopasnosti Respubliki Uzbekistan
Predsedatelyu Inayatovu R.
Ouzbékistan

Président du Centre national pour les droits humains, Akhmal Saïdov :
700008 g. Tashkent
5/3, Mustakillik Maidoni
Natsionalny tsentr po pravam cheloveka
Predsedatelyu SAIDOV, A.
Ouzbékistan

Commissaire aux droits humains auprès de l'*Oliy Majlis* (Parlement), Mme Saïora Rachidova :
700035 g. Tashkent,
ul. Xalqlar Do'stligi, 1
Oliy Majlis Respubliki Uzbekistan
Upolnomochennoy po pravam cheloveka pri Oliy Majlis RASHIDOVOY S.
Ouzbékistan

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.*APRÈS LE 19 DÉCEMBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT TOUJOURS INTERVENIR. MERCI.**

La version originale a été publiée par Amnesty International,Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documentsVous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org